

- Les assurés:**
1. Vous en tant que preneur d'assurance et toutes les personnes qui cohabitent avec vous pour former un ménage à l'adresse mentionnée sur la feuille de police.
 2. Vos enfants qui résident temporairement à une autre adresse pour des raisons d'études, de travail ou de santé.
 3. Vos enfants mineurs et/ou les enfants mineurs de votre partenaire cohabitant, s'ils ne vivent plus sous votre toit.
 4. Vos enfants majeurs qui n'habitent pas avec vous, si ceux-ci sont encore entretenus par vous.
 5. Votre ex-partenaire, jusqu'à 12 mois après son départ de l'habitation familiale mentionnée sur la feuille de police, pour autant que ses intérêts ne soient pas contraires aux vôtres ou à ceux de vos enfants mineurs.
 6. Les enfants mineurs de tiers se trouvant temporairement sous la surveillance d'un assuré cohabitant.
 7. Le propriétaire et le conducteur autorisé des véhicules mentionnés sur la feuille de police.
 8. Les passagers transportés gratuitement en tant qu'occupants des véhicules mentionnés sur la feuille de police. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, ces passagers ne sont pas assurés si la responsabilité du conducteur du véhicule assuré peut être entièrement ou partiellement impliquée.

Vos héritiers sont également assurés, mais uniquement en leur qualité d'héritiers. Ils ne sont pas assurés pour leurs dommages personnels.

Le champ d'application: Les situations conflictuelles énumérées dans le tableau des garanties doivent avoir trait:

- à la participation à la circulation ;
- à la vie privée ;
- à l'exercice d'activités professionnelles en tant que travailleur salarié ou fonctionnaire ;
- à l'occupation de personnel domestique ;
- aux activités rémunérées d'enfants en âge de scolarité ;
- à l'activité indépendante en tant que parent d'accueil de maximum 5 enfants ;
- à une activité de bénévolat.

Le bien immeuble assuré: Il s'agit de votre habitation familiale ou seconde résidence, actuelle ou future, située en Belgique, y compris les jardins et terrains situés en Belgique, contigus ou non, y compris tous les arbres, abris de jardin, serres et piscines détenus pour un usage personnel.

Y sont assimilés:

- vos garages que vous utilisez vous-même à titre privé et ne louez donc pas ;
- le bâtiment en construction, destiné à devenir la résidence principale ou seconde résidence située en Belgique;
- les pièces de votre résidence principale destinées à l'exercice d'une profession libérale;
- la caravane résidentielle en Belgique;
- la chambre d'étudiant occupée par un assuré.

Le plafond de garantie: Il s'agit du montant maximum pour lequel nous intervenons dans les frais. Le tableau des garanties vous offre un aperçu des plafonds des différentes garanties.

Le délai de carence: Il s'agit de la période pendant laquelle les sinistres ne sont pas encore couverts. Pour certaines garanties, il doit s'écouler un certain délai avant que l'intervention ne soit accordée (voir tableau des garanties).

Le seuil: Pour certaines garanties, un seuil est d'application (voir tableau des garanties). Cela signifie que vous ne pouvez pas obtenir de notre part de remboursement des frais assurés si votre réclamation initiale ou celle du tiers est inférieure au montant du seuil.

L'étendue territoire: La couverture s'applique en Belgique, en Europe ou dans le monde entier. Le tableau des garanties précise quel territoire s'applique aux différentes garanties. Les pays situés en bordure de la mer Méditerranée sont assimilés à l'Europe. Pour l'application du module « CONSOMMATEUR », la Belgique est étendue aux pays limitrophes que sont le Luxembourg, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France et le Royaume-Uni.

Tableau des garanties Ce tableau énumère les conflits garantis par risque et par module. Votre feuille de police indique quels risques et modules sont assurés. Les conflits qui ne sont pas mentionnés ne sont jamais assurés. Un conflit concret est toujours réglé selon les dispositions de la garantie la plus spécifique du risque touché. Pour les véhicules automoteurs destinés à être utilisés sur la voie publique, seules les garanties du risque « circulation et transport » peuvent être invoquées.

RISQUES	GARANTIES	Limite en €	Délai de carence	Seuil en €	Territoire	Définition
VOUS et EUROMEX	Garantie Euromex	2.500 / constitution	-	-	mondial	1
GÉNÉRALITÉS	Païement franchise RC et avance quittance indemnité	-	-	-	mondial	2.1
	Insolvabilité	20.000	-	-	mondial	2.2
	Caution	20.000	-	-	mondial	2.3
	Avance de fonds	20.000	-	-	mondial	2.4
	Assistance Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence	-	-	-	Belgique	2.5
CIRCULATION et TRANSPORT	All-risk véhicules automoteurs	100.000	-	-	mondial	3.1
	All-risk usager de la route	100.000	-	-	mondial	3.2
	Conflit contractuel avec une organisation de transports	25.000	3 mois	350	Europe	3.3
	Risque d'antériorité et de postériorité	100.000	-	-	mondial	3.4
	Garantie prévention	150	-	-	mondial	3.5
	Rapatriement du véhicule	1.500	-	-	mondial	3.6
FAMILLE et SANTÉ	Dommages corporels	100.000	-	-	mondial	4.1
	Constitution de partie civile dans les affaires pénales	100.000	-	-	mondial	4.2
	Conflit avec le corps (para)médical	25.000	-	350	Europe	4.3
	Conflit avec assureur hospitalisation et accidents personnels	25.000	3 mois	350	Belgique	4.4
	Poursuite devant un tribunal pénal	100.000	-	-	mondial	4.5
	Procédure disciplinaire dans le sport	100.000	-	-	Belgique	4.6
	Vie privée et droit à l'image	100.000	-	350	mondial	4.7
	Conflit avec mutuelle et assurance maladie	25.000	24 mois	350	Belgique	4.8
	Conflit avec autorités administratives	25.000	12 mois	500	Belgique	4.9
	Assistance à un procès d'assises	1.500	-	-	Belgique	4.10
	Frais de recherche enfants perdus	25.000	-	-	Europe	4.11
TRAVAIL et REVENUS	Dommages corporels lors de l'activité professionnelle	100.000	-	-	mondial	5.1
	Défense disciplinaire fonctionnaire et personnel statutaire	100.000	-	-	Belgique	5.2
	Conflit avec assureur accidents du travail lors d'un accident sur le chemin du travail	25.000	-	-	mondial	5.3
POSSESSIONS et PATRIMOINE	Dommages à l'habitation familiale ou 2 ^{ème} résidence	100.000	-	-	Belgique	6.1
	Dommages au mobilier et aux biens	100.000	-	-	Belgique	6.2
	Dommages par la faute d'un bailleur ou d'un hôtelier	100.000	3 mois	350	Europe	6.3
	Dommages fortuits lors de l'exécution d'un contrat	25.000	3 mois	350	Europe	6.4
	Dommages par escroquerie et tromperie	100.000	-	-	Belgique	6.5
	Défense contre l'action d'un tiers	100.000	-	350	Belgique	6.6
	Conflit avec assureur incendie	25.000	-	350	Belgique	6.7
	Conflit avec certains assureurs	25.000	3 mois	350	Belgique	6.8
	Troubles de voisinage	100.000	-	350	Belgique	6.9
	Etat des lieux contradictoire	500	-	-	Belgique	6.10
	Frais de recherche	1.250	-	-	Belgique	6.11

VOUS et EUROMEX

- 1. Garantie Euromex** Nous payons les frais et honoraires de votre avocat en cas de conflit avec Euromex:
- si le conflit a trait au caractère garanti ou non d'un litige déclaré ;
 - si le conflit n'a pas été résolu, en dépit de l'intervention du Médiateur des Assurances ;
 - et si vous avez définitivement obtenu raison d'un tribunal ordinaire.

Les trois conditions doivent être remplies de manière cumulative. Notre intervention et la limite de garantie sont réduites de l'indemnité de procédure due.

GÉNÉRALITÉS

(avantages supplémentaires acquis lors d'un sinistre garanti)

- 2.1. Paiement franchise RC et avance quittance indemnité** Nous avançons le montant quand vous nous fournissez la quittance d'indemnité originale, signée, émanant d'un assureur ou d'un représentant chargé du règlement des sinistres, mandaté par un assureur. Dès que l'assureur RC du tiers règle le préjudice, Euromex paie la franchise qui est encore due par ce tiers.
- 2.2. Insolvabilité** Si un tiers identifié s'avère insolvable, nous vous payons ce que ce tiers vous doit selon le verdict judiciaire définitif.
Cette garantie est limitée aux cas d'une responsabilité extracontractuelle. La garantie n'est pas acquise lorsque les dommages sont la conséquence de délits intentionnels, ou d'actes de violence à l'égard de personnes, de biens ou de patrimoines.
Nous indemnisons toutefois les dommages occasionnés aux véhicules automoteurs mentionnés sur la police, causés par un acte de vandalisme jusqu'à un montant de 5.000 €.
- 2.3. Caution** Nous payons la caution que les autorités exigent après un accident.
Le remboursement de la caution nous revient. Vous renoncez à tous vos droits à cet égard en notre faveur. Vous remplirez toutes les formalités en vue d'obtenir le remboursement de la caution. Si les autorités ne libèrent pas la caution, ou ne la libèrent que partiellement, vous nous indemniserez entièrement à première demande.
- 2.4. Avances de fonds** Nous avançons l'indemnité pour les dommages matériels dans la mesure où un accord a été conclu avec le tiers responsable identifié ou son assureur en ce qui concerne l'estimation de ces dommages. L'avance est exigible dès que la responsabilité du tiers a été confirmée.
Pour les dommages corporels, nous avançons l'indemnisation à condition que:
- l'entière responsabilité d'un tiers identifié ait été confirmée;
- il y ait au moins 1 mois d'incapacité de travail complète;
- l'incapacité soit reconnue par le tiers ou son assureur;
- il y ait une perte de salaire effective.
L'avance pour les dommages corporels s'élève au maximum à 1.500 € par mois et couvre la perte effective de revenu net qui n'est pas indemnisée par un organisme de lois sociales ou par un assureur. En cas de décès, le paiement se fait au conjoint cohabitant ou aux enfants qui ont été entretenus par la victime.
La garantie n'est pas acquise quand l'indemnité due résulte de délits ou de faits de violence intentionnels à l'encontre de personnes, de biens ou d'avoirs.
Les avances sont remboursables en priorité sur toutes les indemnités provisionnelles ou définitives dues par le tiers, son assureur ou sur toute autre personne (morale) ou instance.
- 2.5. Assistance « Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence »** Nous fournissons une protection juridique dans le cadre de la demande d'obtention d'une intervention de la « Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence ».

CIRCULATION et TRANSPORT

- 3.1. All-risk véhicules automoteurs** Sont assurés comme véhicules automoteurs : les véhicules automoteurs décrits sur la feuille de police. Nous fournissons une protection juridique dans **toutes** les situations de conflit juridique propres à la possession, à la propriété et à l'utilisation des véhicules automoteurs assurés, **sauf si** une exception est prévue dans la rubrique « Jamais assuré ». La garantie vaut également si vous êtes conducteur d'un véhicule automoteur appartenant à un tiers.
Vous n'avez pas droit à une protection juridique pour les actions contre des personnes qui utilisent le véhicule automoteur assuré à titre onéreux.
- 3.2. All-risk usager de la route** Nous fournissons une protection juridique dans toutes les situations de conflit juridique si vous prenez part à la circulation en tant que piéton, cycliste ou passager de tout moyen de transport, sauf si une exception est prévue dans la rubrique « Jamais assuré ».
- 3.3. Conflit contractuel avec une** Nous fournissons une protection juridique dans les conflits ayant trait à la non-exécution ou

organisation de transports	à l'exécution tardive d'un contrat de transport de personnes.
3.4. Risque d'antériorité et de postériorité	Nous fournissons une protection juridique dans les conflits relatifs à l'achat d'un véhicule automoteur, lorsque vous souhaitez acquérir ce véhicule comme véhicule automoteur assuré supplémentaire ou en remplacement d'un véhicule automoteur assuré. Nous fournissons également une assistance dans un conflit relatif à la vente d'un véhicule automoteur qui était assuré par nos soins.
3.5. Garantie prévention	Si vous souhaitez acheter un véhicule d'occasion, ce dernier peut être inspecté au préalable par un expert professionnel. Nous payons les frais de cette expertise à condition qu'un véhicule soit ensuite acheté et assuré chez nous.
3.6. Rapatriement du véhicule	Nous payons les frais de rapatriement du véhicule assuré à la suite d'un accident, s'il ne peut retourner normalement en Belgique et ne peut être réparé sur place. Si le véhicule est considéré comme un sinistre total parce qu'il n'est pas réparable ou parce que les frais de réparation ne se justifient pas, nous payons uniquement les droits d'importation dus pour l'épave.

FAMILLE et SANTÉ

4.1. Dommages corporels	Nous fournissons une protection juridique pour l'indemnisation de votre préjudice dû à une lésion corporelle ou à un décès, quel que soit le fondement juridique, et cela contre le responsable. Lorsque le tiers est un membre du personnel (para)médical, le préjudice est réglé conformément au point 4.3.
4.2. Constitution de partie civile dans les affaires pénales	Nous fournissons une protection juridique pour l'indemnisation de tout préjudice si l'auteur responsable doit comparaître devant une juridiction répressive et qu'il s'agit de la seule possibilité d'obtenir une indemnisation.
4.3. Conflit avec le corps (para)médical	Nous fournissons une protection juridique pour l'indemnisation de votre préjudice dû à une erreur d'un membre du personnel (para)médical et lors d'un conflit avec le Fonds d'indemnisation des accidents médicaux.
4.4. Conflit avec assureur hospitalisation et accidents personnels	Nous fournissons une protection juridique si votre assureur hospitalisation refuse entièrement ou partiellement son intervention dans le cadre d'une maladie ou d'un accident et dans les conflits avec l'assureur accidents personnels.
4.5. Poursuite devant un tribunal pénal	Nous fournissons une protection juridique si vous devez comparaître devant une juridiction d'instruction, une juridiction répressive ou un fonctionnaire répressif. Si vous êtes condamné à une peine de privation de liberté, nous introduisons également un recours en grâce. Si vous devez comparaître pour un délit intentionnel, vos frais de défense seront remboursés à condition que vous soyez définitivement acquitté ou que les poursuites contre vous soient cessées pour des raisons autres que la prescription ou un vice de procédure. Nous entendons par délit intentionnel tout acte accompli de façon délibérée et non accidentelle et dont on doit savoir qu'elle est interdite par la loi pénale. Votre défense en qualité de personne civilement responsable pour votre enfant mineur, dans le cadre d'un délit intentionnel, reste toutefois garantie.
4.6. Procédure disciplinaire dans le sport	Nous fournissons une protection juridique si vous devez comparaître devant la commission disciplinaire d'une fédération sportive belge officielle, sauf si la procédure est la conséquence d'un délit intentionnel. Vous n'avez pas droit à la protection juridique si vous êtes un sportif professionnel sans autre profession principale.
4.7. Vie privée et droit à l'image	Nous fournissons une protection juridique dans les conflits ayant trait à l'usage illégitime d'une image claire et individualisée vous représentant. Dans les conflits ayant trait au droit du respect de la vie privée, notre protection juridique est limitée aux cas dans lesquels le contrevenant est poursuivi au pénal à l'initiative du Parquet.
4.8. Conflit avec mutuelle et assurance maladie	Nous fournissons une protection juridique dans les conflits avec une mutuelle ou une assurance maladie, si le conflit a trait à un syndrome, à une lésion physique ou à un handicap pour lequel le diagnostic ou le constat a été posé une première fois après la prise d'effet de la garantie.
4.9. Conflit avec autorités administratives	Nous fournissons une protection juridique dans les conflits avec une autorité administrative. Vous n'avez pas droit à la protection juridique : <ul style="list-style-type: none"> - en votre qualité de fonctionnaire ; - dans un conflit au sujet d'un permis de port d'arme ou de tir ; - dans les conflits avec l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ; - dans un conflit qui relève du champ d'application du droit social ;

- dans les conflits avec une institution éducative ;
- dans les conflits relatifs à une expropriation, aux impôts, aux taxes ou à toute autre redevance.

4.10. Assistance à un procès d'assises

Si l'un de vous est victime d'un crime, chacun de vous qui agit en qualité de partie civile reçoit une indemnité journalière de € 100 à partir du cinquième jour du procès d'assises jusqu'au jour du verdict sur la peine. Le nombre de jours donnant droit à une indemnité est de maximum quinze. L'indemnité doit uniquement être payée à un assuré qui encourt une perte de revenus et est limitée aux jours où il assiste au procès. Cette garantie ne s'applique que pour autant que vous jouissiez de notre garantie « Constitution de partie civile dans les affaires pénales ».

4.11 Frais de recherche enfants perdus

Si votre enfant disparaît pendant la durée de validité de cette police, nous payons dans le cadre des recherches en vue de le retrouver :

- les honoraires d'un médecin ou thérapeute pour votre accompagnement médical et psychologique et celui de l'enfant retrouvé si un tiers responsable est impliqué dans la disparition ;
- les frais et honoraires d'un seul avocat pour votre assistance juridique pendant l'enquête judiciaire.

Vous n'avez pas droit à la protection juridique si un membre de votre famille ou vous-même êtes impliqué dans la disparition.

La garantie prend effet après que la ou les interventions de la mutuelle et/ou de toute institution privée ou publique ou autre organisme ont été épuisées.

TRAVAIL et REVENUS

5.1. Dommages corporels lors de l'activité professionnelle

Nous fournissons une protection juridique pour l'indemnisation de votre préjudice causé par un tiers responsable résultant d'une lésion corporelle ou d'un décès survenu dans le cadre d'une activité professionnelle en tant que travailleur salarié ou fonctionnaire.

5.2. Défense disciplinaire fonctionnaire et personnel statutaire

Nous fournissons une protection juridique si vous devez, en votre qualité de fonctionnaire ou de travailleur statutaire, vous défendre devant un conseil disciplinaire régi par la loi, une fois que l'assistance financière prévue selon le statut de l'intéressé a été épuisée. Vous n'avez pas droit à la protection juridique pour les procédures disciplinaires qui sont la conséquence d'un délit intentionnel.

5.3. Conflit avec assureur accidents du travail lors d'un accident sur le chemin du travail

Nous fournissons une protection juridique dans les conflits avec un assureur accidents du travail en cas d'accident sur le chemin du travail.

POSSESSIONS et PATRIMOINE

6.1. Dommages à l'habitation familiale ou 2ème résidence

Nous fournissons une protection juridique pour l'indemnisation de votre préjudice dû à la détérioration ou la destruction de votre habitation familiale ou de votre seconde résidence, causés par un tiers avec qui vous n'entretenez aucune relation contractuelle. C'est également le cas pour l'habitation ou seconde résidence future et pour les dommages occasionnés aux jardins et terrains réservés à un usage personnel, dont la superficie totale ne peut excéder 10 hectares.

6.2. Dommages au mobilier et aux biens

Nous fournissons une protection juridique pour l'indemnisation de votre préjudice dû à la détérioration ou la perte de votre mobilier, vos possessions et votre patrimoine causés par un tiers avec qui vous n'entretenez aucune relation contractuelle.

6.3. Dommages par la faute d'un bailleur ou d'un hôtelier

Nous fournissons une protection juridique dans un conflit dû à la détérioration ou la perte de possessions par la faute du bailleur de votre habitation familiale ou d'un hôtelier.

6.4. Dommages fortuits lors de l'exécution d'un contrat

S'il y a concours d'une responsabilité extracontractuelle et d'une responsabilité contractuelle, nous garantissons également le recours pour les dommages accidentels aux biens qui ne font pas spécifiquement l'objet du contrat. Lorsque nous n'intervenons pas dans le recours contre votre cocontractant, nous n'intervenons pas non plus dans le recours contre son sous-traitant ou son agent d'exécution.

6.5. Dommages par escroquerie et tromperie

Nous fournissons une protection juridique dans les conflits avec un tiers au moment où celui-ci est poursuivi à l'initiative du Parquet ou d'une juridiction d'instruction, pour autant que les faits répréhensibles aient été commis après la prise d'effet de la police.

6.6. Défense contre l'action d'un tiers

Nous fournissons une protection juridique lorsqu'un tiers avec qui vous n'entretenez aucune relation contractuelle vous reproche une faute ou une négligence pour laquelle il exige un dédommagement.

Vous n'avez pas droit à une protection juridique si la défense contre la réquisition du tiers doit être assurée par votre assureur responsabilité civile et qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts avec ce dernier. Dès que vous recevez la mise en demeure, vous informerez immédiatement votre assureur responsabilité civile. Si celui-ci refuse d'intervenir ou émet une certaine réserve, contactez-nous immédiatement afin que nous puissions assurer votre défense ou émettre un avis au sujet de la probabilité de succès de la défense contre l'action en dédommagement et afin d'éviter une condamnation inutile et des frais de justice.

Vous n'avez pas droit à une protection juridique si :

- vous n'avez pas d'assurance responsabilité civile ou si l'assureur responsabilité civile a suspendu la garantie en raison du non-paiement de la prime ;
- vous ne contestez pas la réquisition du tiers.

- 6.7. Conflit avec assureur incendie** Nous fournissons une protection juridique dans les conflits avec l'assureur incendie, y compris les conflits au sujet de l'évaluation des dommages. Nous payons les frais d'expertise qui, après un litige au sujet du montant de l'indemnité, restent légalement à votre charge, lorsque vous ne pouvez pas faire appel de façon suffisante à la garantie « frais d'expertise » de votre police incendie.
- 6.8. Conflit avec certains assureurs** Nous fournissons une protection juridique dans les conflits avec les assureurs responsabilité civile « vie privée », « chevaux » et « chasse » et avec les assureurs « obsèques », « annulation voyage » et « assistance voyage ».
- 6.9. Troubles de voisinage** Nous fournissons une protection juridique en cas de troubles de voisinage anormaux et de nuisances dues à une activité permanente. Les agissements ou faits dérangeants du tiers doivent se manifester ou débiter après la prise d'effet de la garantie. Vous n'avez pas droit à la protection juridique dans d'autres applications du droit réel comme les conflits au sujet de la mitoyenneté, du bornage, du droit de passage, de la distance entre les constructions, des jours et des vues.
- 6.10. Etat des lieux contradictoire** Nous payons les frais de l'état des lieux préalable à des travaux privés ou publics entrepris à proximité du bien immobilier assuré, et réalisés par un tiers avec qui vous n'entretenez aucune relation contractuelle. L'autorisation administrative pour ces travaux doit toutefois avoir été donnée après la prise d'effet de la couverture.
- 6.11. Frais de recherche** Nous payons les frais de recherche qui sont consentis pour déterminer la cause d'un sinistre et obtenir ainsi l'intervention de votre assureur incendie. Les frais de recherche ne sont payés que s'il s'avère par la suite qu'il s'agit d'un sinistre non couvert par la police incendie.

JAMAIS ASSURÉ

Vous ne bénéficiez jamais d'une protection juridique pour :

- les montants en principal et les montants additionnels auxquels vous pourriez être condamné ;
- les amendes pénales et administratives, contributions, peines et transactions avec le Ministère public ;
- la défense si votre enfant mineur ou vous-même êtes poursuivi pour des crimes ou des crimes correctionnalisés, ou une tentative de perpétration de tels crimes. Il s'agit des infractions pour lesquels la Cour d'Assises est en principe compétente ;
- la défense des intérêts d'un assuré lorsqu'il y a un conflit d'intérêts avec le preneur d'assurance ;
- la réquisition contre un autre assuré, sauf si le préjudice est effectivement pris en charge par l'assureur RC et que l'assuré responsable ne s'oppose pas à l'intervention de ce dernier ;
- les conflits qui surviennent dans le cadre d'une guerre et d'une révolte, dans le cadre de troubles politiques ou civils auxquels vous avez-vous-même pris part ;
- les conflits directement ou indirectement survenus à cause d'inondations et des propriétés de produits nucléaires, matières fissibles, produits radioactifs ou ionisants,

et de rayonnements non médicaux.

Cette restriction ne s'applique pas lors d'un conflit avec un assureur du contrat d'assurance de choses (incendie, omnium, ...) ;

- les conflits avec Euromex au sujet de l'application de cette police, sauf si ceux-ci sont explicitement mentionnés comme étant assurés ;
- les actions collectives émanant d'un groupe d'au moins dix personnes visant à faire cesser une nuisance commune due à une même cause et à réparer le préjudice en découlant ;
- les conflits dans lesquels vous êtes vous-même impliqué en qualité de propriétaire ou de détenteur d'un véhicule automoteur qui n'est pas assuré sous cette police ;
- les conflits dans lesquels vous êtes impliqué en tant que pilote d'un aéronef, et les conflits ayant trait à des voiliers et autres embarcations de plus de 300 kg ou équipés d'un moteur d'une puissance de plus de 10 CV DIN ;
- les conflits ayant trait à d'autres biens immeubles que ceux énumérés sous la rubrique « Le bien immeuble assuré » ;
- les frais ou honoraires payés par vous ou auxquels vous vous êtes engagé avant la déclaration du sinistre ou sans notre accord, sauf s'ils ont trait à des mesures conservatoires ou urgentes ;
- une procédure devant la Cour d'arbitrage ou une juridiction internationale ou supranationale ;
- les conflits qui sont la conséquence des actes coupables suivants :
 - coups et blessures volontaires, agression, bagarres, fraude, escroquerie, vol, contrebande, vandalisme et participation ou incitation à des paris interdits et défaut non-fondé de paiement ;
 - concours de vitesse ou d'adresse.

Cette exclusion ne s'applique pas si vous prouvez que vous n'avez pas participé activement à ces actes et ne les avez pas provoqués ni instigués ;

- la défense d'intérêts de tiers ou d'intérêts qui vous ont été transmis par la cession de droits contestés ou par une subrogation conventionnelle ;
- une procédure devant la Cour de Cassation lorsque l'enjeu initial est inférieur à € 1.250 ;
- les conflits dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle indépendante à titre principal ou accessoire, à l'exception d'une activité de parent d'accueil. Cette restriction ne s'applique pas pour le risque CIRCULATION et TRANSPORT ;
- les litiges qui concernent la construction, la transformation ou la finition ultérieure d'un immeuble, lorsque pour la construction ou la transformation, un permis légal et/ou l'intervention d'un architecte est ou était exigée.